



Conseil économique et social

Distr. générale
25 février 2009
Français
Original : anglais

Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire de 2009*

(23 et 26 janvier 2009)

Additif

Réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF et du PAM

A. Croissance démographique et urbanisation rapide : l'insécurité alimentaire augmente dans les milieux urbains

1. Le Président du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM) a invité le Directeur exécutif adjoint du PAM à présenter le document d'information au nom du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du PAM. Le Directeur exécutif adjoint a noté la croissance rapide des zones urbaines et le « nouveau visage » de la pauvreté, de la faim et de l'insécurité alimentaire auquel leurs habitants devaient faire face. La pauvreté urbaine deviendrait de plus en plus le défi majeur pour le développement et pour parvenir aux objectifs de développement convenus au plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a attiré l'attention des membres du Conseil sur certains aspects plus généraux indiquant qu'en raison de la crise alimentaire et de la crise financière, il sera encore plus difficile de faire face aux défis de l'urbanisation. Sur le milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, beaucoup vivaient dans des zones urbaines; il faut réagir pour tenir compte rapidement de leurs besoins. Bien qu'il soit important de réagir face à la pauvreté, la faim et la malnutrition dans les zones urbaines, des dizaines de millions de personnes qui vivaient dans des endroits éloignés et ne pouvaient pas s'exprimer

* Le présent rapport, soumis en tant qu'additif au rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur les travaux de sa première session ordinaire de 2009, constitue un résumé des débats qui ont eu lieu les 23 et 26 janvier 2009 au cours de la réunion conjointe des Conseils d'administration de l'UNICEF, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Programme alimentaire mondial (PAM). Le document a été élaboré conjointement par les secrétariats de ces fonds et programmes.

ne devaient pas être oubliées. L'assistance alimentaire et nutritionnelle pouvait couvrir des besoins immédiats et être un moteur de croissance important, dont on avait fortement besoin dans l'économie mondiale actuelle, où il y avait un argument économique solide en faveur de l'impact considérable et positif sur la productivité et la croissance d'une population mieux nourrie et mieux éduquée. En dernier lieu, il a fait observer que les catastrophes créées par les changements climatiques mettaient en danger la santé, la nutrition et l'éducation et qu'en partie, les mécanismes de survie des populations touchées par les changements climatiques consistaient à se déplacer vers les zones urbaines, dont certaines étaient vulnérables aux conséquences des changements climatiques.

2. En conclusion, le Directeur exécutif adjoint a souligné que les réactions et les initiatives des gouvernements devaient être appuyées par une action coordonnée entre les organismes des Nations Unies, et qu'il fallait mobiliser une vaste coalition d'acteurs – en impliquant les gouvernements et les administrateurs municipaux, ainsi que les organisations non gouvernementales et de la société civile qui traitaient de la pauvreté urbaine. Il fallait se concentrer davantage sur l'urbanisation et les problèmes particuliers auxquels doivent faire face les habitants des zones urbaines souffrant de la faim et de la pauvreté, y compris les défis posés par le fait que les taudis urbains n'étaient pas officiellement reconnus, et que les pauvres des zones urbaines avaient une forte mobilité et un accès limité aux services sociaux. Un appui des gouvernements à tous les niveaux était nécessaire afin de définir des réactions appropriées permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les pauvres des zones urbaines.

3. Le Représentant permanent du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies a partagé les perspectives de son pays sur la manière dont le Gouvernement avait réagi face aux questions soulevées par la crise alimentaire et énergétique. Il a indiqué que 72 % de la population vivaient dans des zones urbaines et qu'à peine 7 % des terres pouvaient être cultivées. L'augmentation des prix des denrées alimentaires en 2007 avait eu un impact négatif sur les personnes les plus pauvres; les importations de denrées alimentaires avaient triplé et l'accès à l'alimentation était précaire. Il a souligné que la sécurité alimentaire était une priorité pour le Gouvernement, qui avait réagi à ce problème non seulement en augmentant la production alimentaire, mais également en relevant le pouvoir d'achat des personnes les plus pauvres.

4. De nombreuses délégations se sont félicitées du document et ont appuyé l'intention des organismes des Nations Unies de travailler dans les zones urbaines, mais ont demandé que les zones rurales ne soient pas négligées et que d'autres partenaires pertinents soient inclus, tels que le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT). La planification et les interventions des programmes devraient être fondées sur des évaluations de la vulnérabilité et devraient faire participer toutes les parties prenantes parmi les pauvres des zones urbaines, en particulier les femmes. En outre, certaines délégations ont indiqué que la participation du secteur privé était critique pour le succès des programmes. Quelques délégations ont souligné l'importance d'un appui aux réactions et initiatives des gouvernements, l'élaboration adéquate des politiques aux niveaux national et sous-national, et des investissements pour améliorer les capacités des États et des municipalités.

5. Les participants ont répondu qu'il était plus difficile d'impliquer les pauvres des zones urbaines que ceux des zones rurales parce que les liens au sein de la collectivité et de la famille n'étaient pas aussi solides. En outre, des facteurs tels que la mobilité, le manque d'influence et la difficulté d'organiser les collectivités entravaient les efforts faits par les pauvres en vue d'une participation efficace et structurée. Le rôle joué par le secteur privé dans la production et la distribution des denrées alimentaires a été reconnu; on a mentionné en particulier les activités actuelles des Fondations Bill et Melinda Gates et Rockefeller et de l'Organisation des Nations Unies afin d'établir des liens plus étroits entre les petits agriculteurs et les marchés, grâce à un budget de 1 milliard de dollars pour les achats de denrées alimentaires dans les pays en développement en 2008.

B. Instabilité des prix des denrées alimentaires et liens avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle

6. Le Président du Conseil d'administration de l'UNICEF a invité la Directrice générale du Fonds à présenter le document d'information sur l'instabilité des prix des denrées alimentaires et les liens avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à diriger les débats au nom du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM. La Directrice générale a souligné les difficultés constantes créées par l'instabilité des prix des denrées alimentaires, en particulier leur rôle tendant à aggraver les vulnérabilités dans les pays en voie de développement, étant donné que la détérioration de la situation nutritionnelle des pauvres serait probablement accrue par la crise économique mondiale. Elle a également souligné l'importance d'une collaboration étroite afin de lutter contre les effets de l'instabilité des prix des denrées alimentaires et de la crise économique mondiale, de manière à parvenir aux objectifs du Millénaire pour le développement.

7. Le Coordonnateur de l'Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire a décrit les mécanismes coordonnés de réaction de l'Organisation des Nations Unies qui avaient été mis en place pour appuyer les gouvernements dans l'application de leurs mesures à court et à long terme afin de : atténuer l'effet de l'instabilité des prix des denrées alimentaires; accroître la productivité agricole, en particulier des petits agriculteurs; traiter de la malnutrition; et renforcer les systèmes efficaces de protection sociale, tels qu'ils sont décrits dans le Cadre d'action global publié en juillet 2008. Le PAM avait reçu un appui significatif pour le renforcement de ses programmes, mais le financement n'était toujours pas suffisant pour satisfaire les besoins estimatifs à l'appui de tous les objectifs du Cadre.

8. Le Coordonnateur résident des Nations Unies au Mozambique a mis en évidence la forte dépendance de ce pays à l'égard des importations de denrées alimentaires et a décrit l'appui coordonné des Nations Unies, aux mesures prises par le Gouvernement face à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Ces mesures visaient essentiellement deux approches : a) accroître la production et le commerce des denrées alimentaires; et b) élargir les mesures sociales et les filets de sécurité pour les plus vulnérables dans les domaines de l'éducation, de la nutrition et de la santé. Le Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies a donné des détails supplémentaires au sujet des mesures prises par le Gouvernement, surtout en ce qui concerne le lancement d'une révolution verte

accélérée, et les services essentiels fournis par les organismes des Nations Unies d'une manière coordonnée par l'intermédiaire de l'équipe de pays.

9. Dans les débats qui ont suivi, plusieurs délégations ont exprimé des préoccupations concernant le fait que la crise économique mondiale pourrait avoir pour effet de réduire encore davantage le pouvoir d'achat des pauvres, et d'accroître le nombre des personnes vivant dans la pauvreté, qui n'avaient pas les moyens d'acquérir les aliments dont ils avaient besoin, ce qui entraînerait la possibilité réelle que l'objectif 1 du Millénaire pour le développement (Éliminer la pauvreté et la faim extrême) ne pourrait pas être atteint.

10. Les délégations ont appuyé le Cadre d'action global et ont souligné l'importance d'une intervention coordonnée des Nations Unies. Elles ont déclaré que le Mozambique constituait une bonne étude de cas à cet égard, en mentionnant également son engagement de « fourniture unique ». Elles ont aussi exprimé leur appui à la création d'un partenariat plus large pour traiter de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle tel qu'il a été proposé à la Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous, organisée conjointement par le Gouvernement espagnol et l'Organisation des Nations Unies à Madrid, les 26 et 27 janvier 2009 (voir A/63/732-E/2009/8). La fourniture d'une assistance aux petits agriculteurs a été considérée comme essentielle, étant donné qu'ils pouvaient stabiliser l'offre locale de denrées alimentaires. Une recommandation particulière a été d'accroître la proportion de l'aide publique au développement affectée à des mesures contre la faim.

11. Un certain nombre de délégations ont recommandé l'adoption de mesures intégrées multisectorielles contre l'instabilité des prix des denrées alimentaires, étant donné qu'elles avaient des effets sur la nutrition, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, et la protection en général. Les femmes étaient considérées comme un groupe particulièrement vulnérable, surtout celles qui étaient à la tête d'un ménage, étant donné que leur capacité de faire face à l'instabilité des prix des denrées alimentaires était généralement plus faible; elles étaient souvent exposées à la violence, surtout en période d'insécurité alimentaire. Plusieurs délégations ont souligné le rôle que devaient jouer les organismes afin de promouvoir l'autonomisation des femmes.

12. Dans leur réponse, les participants ont indiqué que l'instabilité actuelle et l'aggravation probable des conditions en raison de la crise économique mondiale devraient également offrir une occasion pour résoudre des problèmes aux racines profondes. L'Organisation des Nations Unies pourrait jouer un rôle efficace en contribuant au renforcement des capacités nationales, en fournissant une assistance technique et en encourageant la création de larges partenariats avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations de la société civile. L'exemple du Mozambique avait démontré qu'une intervention coordonnée des Nations Unies pouvait effectivement appuyer les efforts du Gouvernement national.

13. En ce qui concerne l'appui aux petits agriculteurs, les organismes ayant leur siège à Rome collaboraient avec la Banque mondiale afin de relever les défis auxquels ces agriculteurs devaient faire face, en notant que la plupart d'entre eux étaient des femmes. L'égalité des sexes était considérée comme une préoccupation constante dans tous les aspects de l'intervention des Nations Unies.

14. La Directrice générale de l'UNICEF, en rappelant que le système des Nations Unies était bien coordonné sous la direction du Secrétaire général, a souligné qu'il fallait élargir les partenariats. Une approche fondée sur le cycle de vie était considérée comme essentielle pour résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la survie de la mère et de l'enfant; cela incluait les besoins nutritionnels des femmes enceintes; la promotion de l'allaitement exclusif; et la fourniture d'aliments complémentaires nutritionnels pour les nourrissons et les jeunes enfants. Il fallait utiliser une approche intégrée, étant donné les interactions entre les maladies et la malnutrition, et l'impact de mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène sur la malnutrition.

15. Il y avait un aspect positif de l'instabilité des prix des denrées alimentaires, à savoir que le monde avait commencé à centrer son attention sur l'accroissement de la productivité agricole et le rôle important de la nutrition pour la santé.

C. Harmonisation entre les fonds et les programmes des Nations Unies : pratiques de fonctionnement

16. Le Président du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP a présidé la séance consacrée à l'harmonisation des pratiques de fonctionnement entre les fonds et les programmes des Nations Unies. La Directrice exécutive du FNUAP a introduit le document de base au nom des quatre organisations, en mettant l'accent sur les progrès réalisés au niveau mondial en ce qui concerne l'harmonisation des pratiques de fonctionnement. Le Coordonateur résident des Nations Unies au Mozambique a commenté les réalisations faites et les défis rencontrés au Mozambique s'agissant de l'harmonisation des pratiques de fonctionnement. Le Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait un exposé soulignant l'importance que son gouvernement attachait à la réforme de l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, à la simplification et à l'harmonisation des pratiques de fonctionnement.

17. Au cours des débats, les délégations ont exprimé leur appui et leur intérêt pour les travaux en cours sur l'harmonisation des pratiques de fonctionnement, notamment la proposition relative aux pratiques de fonctionnement. Elles ont souligné la nécessité pour le système des Nations Unies tout entier d'aller de l'avant, en tenant pleinement compte des orientations intergouvernementales existantes. Des délégations ont félicité l'équipe de pays des Nations Unies en poste au Mozambique pour les progrès accomplis. Un certain nombre de délégations ont fait appel au système des Nations Unies pour qu'il veille à ce que les réformes en cours au niveau national s'accompagnent de réformes semblables au niveau mondial et qu'un appui adéquat soit fourni aux pays.

18. Les délégations ont souligné que les économies réalisées grâce à l'harmonisation des pratiques de fonctionnement au niveau national devraient être transférées aux programmes dans les pays intéressés. Certaines délégations ont demandé des éclaircissements supplémentaires sur la différence entre les travaux effectués dans le contexte du Comité de haut niveau sur la gestion relevant du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et ceux entrepris par l'intermédiaire du Groupe des Nations Unies pour le développement.

19. Dans sa réponse, la Directrice exécutive du FNUAP a remercié les délégations pour leur appui et les orientations qu'elles avaient indiquées. Elle a réaffirmé le ferme attachement du système des Nations Unies à l'harmonisation des pratiques de fonctionnement et au règlement des questions mises en lumière par les États Membres. Elle a fait remarquer qu'il existait une répartition claire des tâches entre les organismes des Nations Unies qui recherchaient des solutions à l'échelle du système par l'intermédiaire du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et du Comité de haut niveau sur la gestion au niveau mondial et du Groupe des Nations Unies pour le développement par le biais du soutien qu'il apportait aux pays. Les enseignements tirés de l'expérience et les questions nécessitant l'attention du système tout entier étaient renvoyés du niveau national par le Groupe des Nations Unies pour le développement au Comité de haut niveau sur la gestion. La Directrice exécutive a également fait observer qu'une part importante de la réforme de l'Organisation des Nations Unies et de la cohérence à assurer devait aussi être prise en charge au niveau des organes directeurs afin que les organismes des Nations Unies reçoivent les mêmes messages. Le Coordonateur résident au Mozambique a remercié les délégations pour leur appui en faisant observer que l'harmonisation des pratiques de fonctionnement était essentielle pour une exécution efficace des programmes au niveau national. Le Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies a clos le débat en indiquant que la fragmentation du système des Nations Unies n'était pas une option, puisque les pays avaient besoin d'un système des Nations Unies fort et cohérent.

**D. Harmonisation entre les fonds et les programmes
des Nations Unies : programmation – renforcement
des capacités des États : aide du système des Nations Unies
au développement des capacités des États**

20. Le Président du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP a invité l'Administrateur du PNUD à ouvrir les débats sur le développement des capacités nationales et le rôle du système des Nations Unies pour le développement. L'Administrateur a souligné l'importance d'un système des Nations Unies coordonné dans la contribution à l'accroissement de l'activité économique, à une répartition équitable des richesses, à une gestion rationnelle de l'environnement et à l'implication d'un plus grand nombre aux différents processus démocratiques : la viabilité sociale, la viabilité écologique et la viabilité économique étaient complémentaires. Il a également réaffirmé que les connaissances possédées par les organismes des Nations Unies pouvaient aider les États à réaliser leurs objectifs nationaux de développement.

21. L'Administrateur a ensuite examiné le rôle essentiel que devaient jouer les États pour assurer le développement économique et social, la stabilité et le maintien de la paix, ainsi que la nécessité d'investir dans les capacités de direction et dans les institutions nationales à cet effet. Il a souligné la valeur des États faisant office de catalyseurs et de facilitateurs entre la société civile, le secteur privé et les partenaires de développement internationaux s'agissant de faire avancer l'exécution des programmes nationaux de développement. L'expérience des organismes des Nations Unies pourrait jouer un rôle de catalyseur dans la promotion de solutions Sud-Sud.

22. La Représentante permanente adjointe de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies s'est exprimée au nom du représentant du Ministère de la planification, empêché. Elle a mis en relief les réalisations faites récemment en matière de développement des capacités dans son pays, notamment l'organisation d'élections pacifiques, les efforts de reconstruction après le tsunami et le retrait de la liste des pays soumis aux exigences du FMI. Elle a cité l'adaptation de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au contexte local par l'intermédiaire de l'engagement de Jakarta en faveur de l'aide au renforcement de l'efficacité, cadre clef pour l'Indonésie et ses partenaires de développement. Dans ce contexte, l'Organisation des Nations Unies avait activement aidé l'Indonésie à renforcer ses capacités sous-nationales d'adaptation des objectifs du Millénaire pour le développement au contexte local, fourni une assistance pour le règlement des questions de capacités dans les institutions nationales et locales appliquant la nouvelle politique de décentralisation et servi d'intermédiaire pour le partage des connaissances et des données d'expérience mondiales dans des domaines tels que les changements climatiques, les élections locales et les stratégies de réduction de la pauvreté; les capacités de l'Indonésie avaient été présentées en exemple tandis qu'elle apprenait des autres et s'enrichissait de leurs capacités. L'intervenante a conclu en remerciant le Conseil d'administration d'avoir encouragé les initiatives de développement des capacités au niveau national, ainsi que le système des Nations Unies pour le soutien qu'il apportait pour aider les pays à satisfaire leurs besoins.

23. Les délégations ont appuyé l'accent mis sur le développement des capacités nationales comme indiqué dans l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles pour 2007. Elles ont réaffirmé que si chaque organisation devait établir des priorités pour le renforcement des capacités et le développement des capacités compte tenu de sa propre mission, elle n'en devait pas moins se laisser guider par les priorités établies par les programmes de pays. Une délégation a demandé au Groupe des Nations Unies pour le développement d'établir une distinction entre les points de vue des acteurs du développement concernant la cohérence à l'échelle du système, en suggérant que les concepts centrés sur la coopération Sud-Sud et triangulaire pourraient harmoniser davantage les activités opérationnelles parmi les organismes des Nations Unies. Elle a demandé au Groupe des Nations Unies pour le développement de déterminer, par des analyses, là où l'harmonisation – compte tenu des mandats et des avantages comparatifs de chaque organisation – pourrait avoir lieu et se révéler efficace dans la production de résultats en matière de développement, et de faire rapport sur la question. Deux délégations ont demandé de plus grandes innovations et une meilleure coordination pour aider les pays à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que les autres priorités de développement national, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les réformes. Ces délégations ont encouragé les équipes de pays des Nations Unies à hiérarchiser le développement des capacités et préconisé un recours plus résolu au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement afin de mesurer les résultats en matière de développement des capacités. Le Conseil d'administration a demandé que le dialogue se poursuive sur la question du renforcement des capacités nationales et sur le rôle du système des Nations Unies pour le développement à cet égard.